

Art. 2. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 november 2018 houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juni 2014 betreffende de verbindingen cursus/ambt genomen ter uitvoering van artikel 10 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 799-1. – Commissieverslag nr. 799-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 799-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 24 april 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14130]

3 MAI 2019. — Décret modifiant le décret du 1^{er} février 2008 réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la coordination et de la gestion des fonds structurels que l'union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement secondaire spécialisé, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Dans le titre du décret du 1^{er} février 2008 réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la coordination et de la gestion des Fonds structurels que l'Union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement secondaire spécialisé, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur, les mots « l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement secondaire spécialisé » sont remplacés par « l'enseignement secondaire ».

Art. 2. Dans le même décret, l'article 1^{er} est remplacé par :

« Article 1^{er}. - Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° "Enseignement secondaire" : l'enseignement secondaire organisé par la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, en ce compris l'enseignement en alternance organisé par le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, et l'ensemble de l'enseignement secondaire spécialisé organisé par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

2° "Enseignement secondaire qualifiant" : l'enseignement secondaire de qualification organisé par la loi du 19 juillet 1971 précitée, l'enseignement secondaire en alternance organisé par le décret du 3 juillet 1991 précité et l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 organisé par le décret du 3 mars 2004 précité;

3° "Enseignement de promotion sociale" : l'enseignement de promotion sociale organisé par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

4° "Enseignement supérieur" : l'enseignement organisé par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

5° "Réseaux d'enseignement" :

- l'enseignement organisé par la Communauté française;
- l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française;
- l'enseignement libre subventionné par la Communauté française;

6° "Administrations de coordination" : les administrations chargées notamment d'assurer la liaison avec les instances européennes, de préparer les documents de programmation, d'entretenir un contact permanent avec les administrations fonctionnelles chargées de la gestion des projets;

7° "Agence FSE" : l'administration de coordination chargée de la gestion des aides octroyées par le Fonds social européen (FSE) pour la Belgique francophone. Il s'agit d'un service administratif à comptabilité autonome créé par la Communauté française en application de l'article 9 de l'accord de coopération conclu le 2 septembre 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission

communautaire française relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création d'une agence FSE. ».

Art. 3. Dans le même décret, à l'article 2, les mots « en alternance, l'enseignement secondaire spécialisé, l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice » sont supprimés.

Art. 4. Dans le même décret, le titre II est remplacé par : « TITRE II. — Dispositions particulières à l'enseignement secondaire ».

Art. 5. Dans le même décret, à l'article 3, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « l'enseignement secondaire en alternance, l'enseignement secondaire spécialisé et l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice » sont remplacés par le mot « l'enseignement secondaire »;

2° au 3°, les mots « les établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, d'enseignement secondaire spécialisé et les centres d'éducation et de formation en alternance de l'enseignement secondaire en alternance » sont remplacés par « les établissements d'enseignement secondaire »;

3° le 5° est remplacé par :

« 5° "Centre de coordination et de gestion des programmes européens — enseignement secondaire (CCGPE-DGEO)" : l'organe créé auprès de la Direction générale de l'enseignement obligatoire du Ministère de la Communauté française afin de tenir lieu d'interlocuteur désigné pour servir d'intermédiaire entre, d'une part, les établissements scolaires, les pouvoirs organisateurs, les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs et les opérateurs de formation en cours de carrière et, d'autre part, le ministre et les administrations de coordination; »;

4° le 6° est remplacé par :

« 6° "Projets d'action globaux" : les projets déposés par le CCGPE-DGEO qui répondent aux objectifs généraux approuvés par le Gouvernement dans le cadre des règlements et programmes relatifs aux aides structurelles octroyées par la Commission européenne; »;

5° le 7° est remplacé par :

« 7° "Projets d'action spécifiques" : les projets déposés par le CCGPE-DGEO qui s'inscrivent dans le cadre des autres programmes européens ou de mécanismes de subventions spécifiques de l'Union européenne; »;

6° le 8° est remplacé par :

« 8° "Autres projets" : les projets individuels ou collectifs déposés par les établissements scolaires, les pouvoirs organisateurs, les organes de représentation et de coordination ou les opérateurs de formation en cours de carrière dans le cadre des programmes européens ou d'autres mécanismes de subventions spécifiques de l'Union européenne. ».

Art. 6. Dans le même décret, le titre du chapitre II est remplacé par : « CHAPITRE II. — Gestion des programmes en Communauté française ».

Art. 7. Dans le même décret, l'article 4 est remplacé par :

« Article 4. Il est créé auprès de la Direction générale de l'enseignement obligatoire du Ministère de la Communauté française un organe dénommé "Centre de coordination et de gestion des programmes européens — enseignement secondaire (CCGPE-DGEO)" et chargé :

1° de tenir lieu d'interlocuteur désigné par le Gouvernement de la Communauté française pour servir d'intermédiaire entre, d'une part, les établissements scolaires, les pouvoirs organisateurs, les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs et les opérateurs de formation en cours de carrière et, d'autre part, le ministre et les administrations de coordination en ce qui concerne les fonds structurels européens ou d'autres mécanismes de subventions spécifiques de l'Union européenne, les programmes d'initiative qui les renforcent et les différents programmes d'action de l'Union européenne, pour des actions dont les objectifs sont notamment de mettre en œuvre les politiques européennes dans le domaine de l'enseignement et notamment de faciliter l'insertion scolaire et socioprofessionnelle de personnes de moins de vingt-cinq ans, y compris celles qui ont terminé ou non la scolarité à temps plein, de mener des actions innovantes en faveur de l'émancipation des publics défavorisés, de développer l'enseignement secondaire qualifiant, d'encourager la mobilité européenne des jeunes et des enseignants de l'enseignement secondaire et d'assurer la formation de ces différents acteurs;

2° de préparer les demandes de concours à son initiative, mais aussi en coordonnant et en globalisant les propositions des établissements scolaires, des pouvoirs organisateurs, des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs et des opérateurs de formation en cours de carrière, de proposer au ministre la répartition des crédits européens mis à la disposition de l'enseignement secondaire et la valorisation des parts publiques prévues par la législation européenne, de déposer les demandes de concours après avoir obtenu l'agrément du ministre, de veiller au préfinancement des actions agréées, d'en assurer la mise en œuvre, le déroulement, le suivi, l'évaluation prospective et rétrospective, le contrôle de premier niveau des dépenses des projets déposés par le CCGPE-DGEO, de rechercher et de développer les partenariats nationaux et transnationaux, de préparer et d'introduire les rapports d'activité et les rapports financiers intermédiaires et de déposer les demandes de soldes après avoir vérifié l'éligibilité des dépenses;

3° de veiller à l'utilisation optimale des subventions européennes en renforçant les aspects qualitatifs des plus-values réalisées en respectant les principes de subsidiarité et de complémentarité;

4° de promouvoir les programmes européens auprès des établissements scolaires;

5° de centraliser et de gérer les demandes de mobilité des élèves et des enseignants dans le cadre de l'enseignement secondaire qualifiant;

6° d'assurer l'articulation avec l'enseignement de promotion sociale et les politiques régionales de formation et de mise à l'emploi;

7° de contribuer au développement et à la valorisation de l'enseignement secondaire qualifiant;

8° de veiller au remboursement des avances consenties par la Communauté française pour les actions agréées;

9° de proposer au ministre toute modification aux dispositions réglementaires relatives au fonctionnement du CCGPE-DGEO et à la gestion des projets.

Ce CCGPE-DGEO est un organisme intermédiaire conformément au règlement de la Commission européenne portant dispositions communes qui prévoit la possibilité pour chaque Etat membre de mettre en place des organismes intermédiaires, agissant sous la responsabilité d'une autorité de gestion ou de paiement, chargés de vérifier la remise des produits et services cofinancés et la réalité des dépenses déclarées. ».

Art. 8. Dans le même décret, l'article 5 est remplacé par :

« Article 5. § 1^{er}. Dans le cadre des projets d'action globaux et des projets d'action spécifiques visés à l'article 3, le CCGPE-DGEO présente au ministre, qui les approuve, l'ensemble des projets, en ce compris les enveloppes budgétaires. Le CCGPE-DGEO introduit l'ensemble des projets auprès des administrations de coordination ou directement à la Commission selon le cas.

§ 2. Pour les projets de mobilité européenne des élèves et des enseignants, le CCGPE-DGEO dépose les demandes auprès de l'agence AEF-Europe ou son équivalent. Les projets retenus sont présentés par le ministre au gouvernement en vue de leur adoption. Le coordonnateur du CCGPE-DGEO est chargé par le gouvernement de signer les conventions avec l'agence AEF-Europe et le CCGPE-DGEO organise les mobilités, en étroite collaboration avec les établissements d'enseignement et en tenant informés les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs.

§ 3. En cas de demande d'avis d'opportunité sur les projets, celui-ci est remis par la Direction générale de l'enseignement obligatoire (DGEO) à la demande de l'administration de coordination des programmes. ».

Art. 9. Dans le même décret, l'article 6 est remplacé par :

« Article 6. - Lorsqu'un établissement scolaire participe à un projet financé ou cofinancé par des fonds européens dont le CCGPE-DGEO n'est pas promoteur, l'établissement en informe le CCGPE-DGEO et le ministre approuve, après avoir pris l'avis du CCGPE-DGEO, toute demande de valorisation de la part publique apportée par l'établissement scolaire dans ledit projet. ».

Art. 10. Dans le même décret, l'article 7 est remplacé par :

« Article 7. — § 1^{er}. Le CCGPE-DGEO a son siège dans les locaux de la Direction générale de l'enseignement obligatoire. Toutefois il peut, en cas de nécessité, se réunir dans un autre lieu.

§ 2. La gestion et la coordination administrative et pédagogique des projets est assurée par un coordonnateur chargé d'assurer la gestion journalière et l'exécution des décisions du comité de gestion décrit au paragraphe 3 ainsi que de coordonner le travail des chargés de mission, des experts et du personnel contractuel éventuels. Il est chargé de mettre en œuvre toute mesure nécessaire au bon fonctionnement du CCGPE-DGEO. Il est également chargé de signer les demandes de congé et de formation des membres du CCGPE-DGEO, de signer leurs déclarations de créance et tous autres documents administratifs concernant leur activité au sein du CCGPE-DGEO. Il est assimilé aux fonctionnaires de rang 12.

Le coordonnateur travaille en relation étroite avec les services de l'Administration afin de garantir l'intégration des projets européens dans la politique d'ensemble de la Communauté française.

Le coordonnateur peut :

1° soit, être recruté parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, nommés ou engagés à titre définitif à temps plein.

2° soit, être recruté comme agent contractuel de niveau 1.

Le coordonnateur est recruté sur base d'un appel à candidatures, réservé, le cas échéant, uniquement à des chargés de mission.

S'il s'agit d'un chargé de mission, il est désigné par le ministre et mis en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement et bénéficie en outre d'une allocation égale à la différence entre le traitement ou la subvention-traitement de l'échelle de traitement correspondante à la fonction de directeur d'un établissement d'enseignement secondaire supérieur et celle dont il bénéficie dans sa fonction. Il bénéficie du régime de congés et de vacances propres à la fonction de directeur d'un établissement d'enseignement secondaire supérieur. Toutefois, sur décision du président ou du vice-président du comité de gestion, sa présence peut être requise, selon les nécessités du service, durant les périodes de vacances scolaires. Il a droit au remboursement de ses frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française de rang 12. En cas de nécessité, le ministre peut fixer sa résidence administrative à celle de sa fonction d'origine ou à son domicile.

S'il s'agit d'un membre du personnel de l'administration, le coordonnateur est engagé en qualité d'expert au barème 120/1. Son recrutement est effectué selon les procédures en vigueur au sein du ministère.

§ 3. Le CCGPE-DGEO est géré par un comité de gestion composé comme suit :

1° le délégué du ministre en charge de l'enseignement secondaire, qui en assure la présidence;

2° le directeur général adjoint du service général de l'enseignement secondaire et des centres psycho-médico-sociaux ou son délégué, qui en assure la vice-présidence;

3° l'inspecteur général de l'enseignement secondaire de transition et de qualification ou son délégué;

4° deux représentants de l'enseignement officiel et deux représentants de l'enseignement libre;

5° le directeur de l'Agence FSE ou son délégué;

6° le directeur général adjoint du service général de l'Enseignement de promotion sociale, de l'Enseignement artistique secondaire en alternance et de l'Enseignement à distance ou son délégué;

7° un représentant du ministre qui a la coordination des fonds structurels dans ses compétences;

8° un représentant du ministre du Budget;

9° un représentant de l'Institut de formation en cours de carrière;

10° le coordonnateur administratif et pédagogique visé au paragraphe 2 accompagné du coordonnateur adjoint éventuel visé à l'article 16 et des chefs de projet visés à l'article 16 qui sont concernés par l'ordre du jour de la réunion.

§ 4. Un membre suppléant est désigné pour chacun des membres effectifs visés au § 3, 1° à 6°.

§ 5. Les membres visés au § 3, 1° à 4°, ont voix délibérative.

§ 6. Les membres effectifs et suppléants visés au § 3, 4°, sont nommés par le Ministre sur proposition du Conseil général de l'enseignement secondaire.

§ 7. Lorsqu'un membre effectif ou suppléant démissionne, perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé ou lorsqu'il se voit retirer son mandat par le Ministre ou par le Conseil général de l'enseignement secondaire, il cesse de plein droit de faire partie du comité de gestion. Tout membre démissionnaire continue cependant à siéger jusqu'à la nomination de son remplaçant.

§ 8. Des personnes extérieures peuvent être invitées par le président, à son initiative ou à la demande d'un membre du comité de gestion, à participer aux réunions du comité de gestion, avec voix consultative.

§ 9. En cas d'absence, le président est remplacé par le vice-président. ».

Art. 11. Dans le même décret, à l'article 8, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par :

« § 1^{er}. Le CCGPE-DGEO se réunit au minimum trois fois par an. Le président du comité de gestion convoque les membres, soit d'initiative, soit à la demande du ministre, soit à la demande d'au moins un tiers des membres ayant voix délibérative. La convocation doit être expédiée par courrier électronique au moins dix jours calendrier avant la réunion. Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion en avertit le président et invite son suppléant à siéger. »;

2° au paragraphe 2, les mots « l'article 7 » sont remplacés par les mots « l'article 4 »;

3° le paragraphe 5 est remplacé par :

« § 5. Il est créé un bureau exécutif, ci-après dénommé "le bureau" composé comme suit :

1° le coordonnateur administratif et pédagogique visé à l'article 7, § 2, qui en assure la présidence et le convoque au minimum deux fois par mois, en dehors des congés scolaires;

2° le coordonnateur adjoint éventuel visé à l'article 16;

3° tous les chefs de projet visés à l'article 16.

Le président et le vice-président du comité de gestion peuvent assister aux réunions du bureau.

Les missions du bureau sont les suivantes :

1. proposer l'ordre du jour et préparer les réunions du comité de gestion;

2. assurer les missions confiées par le comité de gestion;

3. exécuter les décisions du comité de gestion. »;

4° le paragraphe 6 est remplacé par :

« § 6. Le secrétariat des réunions du comité de gestion et du bureau est assuré par un membre du personnel du CCGPE-DGEO désigné par le coordonnateur. »;

5° le paragraphe 7 est supprimé.

Art. 12. Dans le même décret, l'article 9 est remplacé par :

« Article 9. - Les projets d'action globaux et les projets d'action spécifiques visés à l'article 3 bénéficient de l'expertise pédagogique du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification créé par le décret du 9 janvier 2019 relatif au Service général de l'inspection. Cette expertise pédagogique consiste, dans le respect du principe d'autonomie des réseaux, à veiller à la cohérence des actions cofinancées par des fonds européens avec les objectifs pédagogiques poursuivis et le public concerné. Elle se situe à trois moments :

1° au début de chaque période de programmation, lors de l'élaboration par le CCGPE-DGEO des contenus pédagogiques des projets d'action;

2° en cours de programmation, lors des réunions du comité de gestion ayant pour objet l'agrément de projets d'action spécifiques;

3° à l'issue de chaque période de programmation, lors des travaux du CCGPE-DGEO visant à évaluer l'efficacité des actions menées, en particulier pour ce qui relève du public concerné. ».

Art. 13. Dans le même décret, à l'article 10, les mots « centre de coordination et de gestion » sont remplacés par les mots « CCGPE-DGEO ».

Art. 14. Dans le même décret, à l'article 11, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les montants réservés par la Commission européenne sur base des demandes de concours sont affectés aux projets tels qu'approuvés par les gouvernements et l'autorité de gestion, après déduction des sommes réservées, lors de l'établissement du budget, aux frais de fonctionnement du CCGPE-DGEO, en ce compris les traitements, frais de déplacement et indemnités de séjour des chargés de mission et du personnel contractuel du CCGPE-DGEO, à l'exception des coûts de contrôle de premier niveau. »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La répartition des sommes disponibles s'effectue selon les règles définies dans les projets, sauf en ce qui concerne les projets visés aux paragraphes 3 et 4. La répartition tient compte des moyens disponibles, des montants demandés par les bénéficiaires, des critères de qualité des projets arrêtés par le comité de gestion et d'autres modalités éventuelles propres aux projets concernés également arrêtés par le comité de gestion. »

3° il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. En ce qui concerne les projets d'action qui se traduisent par des coûts de personnel ou des coûts de fonctionnement à charge des établissements scolaires, la répartition s'effectue, soit après appel à projets, soit au prorata du nombre d'élèves réguliers inscrits et vérifiés au 15 janvier de l'année précédente dans les années, formes et filières visées par lesdits projets lorsque le projet concerne l'ensemble des établissements répondant à une ou plusieurs caractéristiques définies au départ du projet. En cas d'appel à projets, le comité de gestion fixe les modalités de l'appel et de la sélection des projets retenus. »;

4° le paragraphe 3 actuel devient le paragraphe 4;

5° il est ajouté un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Les actions peuvent associer des partenaires qui ne font pas partie de l'enseignement secondaire, notamment des ASBL ou des fondations actives dans des domaines connexes à l'enseignement, des organismes publics, des Centres Psycho-Médicaux-Sociaux, des établissements d'enseignement de promotion sociale ou de l'enseignement supérieur.

Le financement de ces partenaires, qui doivent être éligibles au programme concerné, s'effectue sur base d'une convention, reconnue par l'agence FSE, entre le CCGPE-DGEO et chacun des partenaires. »;

6° il est ajouté un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. Lorsqu'un jury est chargé de la sélection de projets relevant du FSE, l'agence FSE est systématiquement invitée à y déléguer un représentant. ».

Art. 15. Dans le même décret, à l'article 13, les mots « centre de coordination et de gestion » sont remplacés par les mots « CCGPE-DGEO ».

Art. 16. Dans le même décret, l'article 14 est remplacé par :

« Article 14. - Les coûts de fonctionnement engagés par les pouvoirs organisateurs, les établissements, les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement, les opérateurs de formation en cours de carrière ou tout autre organisme visé à l'article 11, paragraphe 5, pour la réalisation d'actions et qui, à ce titre, sont pris en charge par les financements européens, sont versés aux bénéficiaires sur la base d'une déclaration de créance, dont les justificatifs doivent correspondre aux critères d'éligibilité définis par la Commission européenne et selon une procédure administrative arrêtée par le ministre. Des avances relatives aux coûts de fonctionnement peuvent être liquidées aux bénéficiaires pour autant que les crédits octroyés par l'Union européenne le permettent. ».

Art. 17. Dans le même décret, l'article 15 est remplacé par :

« Article 15. - Les chargés de mission et les agents contractuels chargés des différentes missions dévolues au CCGPE-DGEO sont recrutés sur base d'un appel à candidatures. L'appel peut, le cas échéant, être limité à des candidats chargés de mission.

S'il s'agit d'un membre du personnel de l'administration, son recrutement est effectué selon les procédures en vigueur au sein du ministère. Sa résidence administrative est le siège du centre de coordination et de gestion.

S'il s'agit d'un chargé de mission, il est désigné par le ministre. Il est mis en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement. A ce titre, il continue à bénéficier du régime de congés et de vacances propre à sa fonction d'origine. Toutefois, sa présence peut être requise par le coordonnateur, selon les nécessités du service, durant les périodes de vacances scolaires. Il a droit au remboursement de ses frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française. Uniquement à cet effet, il est assimilé aux fonctionnaires de rang 12. En cas de nécessité, le ministre peut fixer sa résidence administrative à celle de sa fonction d'origine ou à son domicile. ».

Art. 18. Dans le même décret, l'article 16 est remplacé par :

« Article 16. - § 1^{er}. Le coordonnateur constitue, parmi les chargés de mission et les agents contractuels, les équipes de gestion des projets d'action menés par le CCGPE-DGEO. Il attribue à chacun des tâches pédagogiques (dont notamment l'animation, la coordination, la communication, etc.) et/ou administratives (dont notamment le calcul des contributions, l'établissement de la part publique belge, le contrôle des dépenses et des actions, la constitution des indicateurs de suivi, la rédaction des rapports, etc.). Le coordonnateur désigne parmi cette équipe, s'il l'estime nécessaire, un chef de projet. Les chefs de projet sont chargés de la gestion journalière et de la coordination des activités de l'équipe, en lien avec le coordonnateur. Ils rendent compte directement au coordonnateur et font partie du bureau exécutif.

§ 2. Le coordonnateur désigne également des personnes chargées d'un travail administratif transversal pour le secrétariat, la comptabilité ou d'autres tâches au service du CCGPE-DGEO.

§ 3. Le coordonnateur informe le comité de gestion des tâches attribuées aux différents membres du personnel.

§ 4. En fonction des budgets disponibles et du nombre de projets à coordonner, le ministre peut, après avoir pris l'avis du comité de gestion, désigner parmi le personnel du CCGPE-DGEO un coordonnateur adjoint chargé d'assister le coordonnateur dans ses missions. ».

Art. 19. A l'article 23 du même décret, les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « recherche scientifique » et « est désigné ».

Art. 20. A l'article 26 du même décret, les mots « dispose de » sont remplacés par les mots « dispose d'au moins ».

Art. 21. Dans le même décret, l'article 33 est remplacé par :

« Article 33. Pour l'application du présent titre, il faut entendre par :

1° "Le Ministre" : le ministre de la Communauté française ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions;

2° "Projets d'actions spécifiques" : les projets individuels ou collectifs déposés par les établissements d'enseignement supérieur. ».

Art. 22. Dans le même décret, l'article 34 est remplacé par :

« Article 34. Il est créé un "Centre de coordination et de gestion des Fonds structurels pour l'enseignement supérieur" auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française, dénommé "Centre de coordination et de gestion" dans le présent titre.

Ce Centre de coordination et de gestion est un organisme intermédiaire conformément au règlement de la Commission européenne portant dispositions communes qui prévoit la possibilité pour chaque Etat membre de mettre en place des organismes intermédiaires, agissant sous la responsabilité d'une autorité de gestion ou de paiement, chargés de vérifier la remise des produits et services cofinancés et la réalité des dépenses déclarées. ».

Art. 23. Dans le même décret, l'article 35 est remplacé par :

« Article 35. Les projets d'actions spécifiques, déposés par les établissements d'enseignement supérieur ainsi qu'un avis d'opportunité remis par la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique (DGENORS) concernant ces projets, sont soumis par le Centre de coordination et de gestion, en ce compris les enveloppes budgétaires, à l'approbation du ministre. ».

Art. 24. Dans le même décret, l'article 37 est remplacé par :

« Article 37. § 1^{er}. Le Centre de coordination et de gestion a son siège administratif dans les locaux de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique. Il peut, en cas de nécessité, se réunir en dehors de son siège.

§ 2. Le Conseil du Centre de coordination et de gestion est composé comme suit :

- 1° un représentant du ministre qui en assure la présidence;
- 2° un représentant de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique qui en assure la vice-présidence;
- 3° des représentants des Institutions d'Enseignement supérieur dont :
 - a) trois représentants des établissements d'enseignement supérieur proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES);
 - b) un représentant des étudiants proposé conjointement par les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire;
- 4° l'administrateur de l'ARES ou son délégué.

Avec voix consultative,

- 1° un représentant de l'Agence FSE;
- 2° un représentant du ministre du Budget;
- 3° un représentant du ministre ayant les Fonds structurels européens dans ses compétences;
- 4° un représentant par organisation syndicale représentée à l'ARES;
- 5° les chargés de mission visés à l'article 26;
- 6° le coordinateur administratif et pédagogique visé à l'article 25.

Un membre suppléant est désigné pour chacun des membres effectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 1° à 4°.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1° à 4°, ont voix délibérative.

Des personnes extérieures peuvent être invitées par le Président, à son initiative ou à la demande d'un membre du Conseil du Centre de coordination et de gestion, à participer, au titre d'experts, avec voix consultative, aux réunions du Conseil du Centre de coordination et de gestion.

En cas d'absence, le Président est remplacé par le Vice-président. Les membres effectifs et suppléants visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 3°, sont nommés par le Ministre. Les membres effectifs et suppléants visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, a), sont proposés au Ministre par l'ARES.

Lorsqu'un membre effectif ou suppléant démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé, il peut continuer à siéger jusqu'à la nomination de son remplaçant.

Lorsqu'un membre effectif ou suppléant se voit retirer son mandat par l'organe de représentation et de coordination habilité, il cesse de plein droit de siéger au Centre de coordination et de gestion.

§ 3. Il est créé un bureau exécutif composé des personnes dont question au chapitre III du présent titre. ».

Art. 25. Dans le même décret, à l'article 38 le mot « globaux » est remplacé par le mot « spécifiques ».

Art. 26. § 1^{er}. Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice est ajouté un article 16^{quater} ainsi libellé :

« Article 16 quater. - Lorsqu'il sera nécessaire de valoriser des périodes professeurs attribuées à des établissements scolaires, la méthode décrite ci-dessous pourra être appliquée.

6 catégories de périodes sont envisagées :

- périodes attribuées au degré inférieur (DI) aux professeurs de cours généraux (CG);
- périodes attribuées au DI aux professeurs de cours techniques et artistiques (CT+CA);
- périodes attribuées au DI aux professeurs de pratique professionnelle (PP);
- périodes attribuées au degré supérieur (DS) aux professeurs de cours généraux (CG);
- périodes attribuées au DS aux professeurs de cours techniques et artistiques (CT+CA);
- périodes attribuées au DS aux professeurs de pratique professionnelle (PP).

Pour chacune des catégories, les services de l'administration calculent annuellement un coût moyen de la période selon la méthode suivante :

- pour les différentes catégories de périodes, le coût annuel moyen d'un équivalent temps plein (ETP) est calculé. Le coût annuel moyen d'un ETP est alors divisé par le nombre de périodes associé à un ETP de la catégorie concernée pour donner le coût annuel moyen de la période;

- pour calculer le coût annuel moyen d'un ETP par type de cours, on prend en compte les barèmes pour les membres du personnel engagés à titre définitif et les barèmes pour les membres du personnel engagés à titre temporaire. Ces barèmes sont pris à l'ancienneté moyenne calculée des ETP recensés dans les listings de paiement. Ces barèmes sont multipliés par le nombre d'ETP visés et divisés par le nombre total d'ETP du type de cours concerné. Le total des barèmes ainsi calculés représente le coût annuel moyen d'un ETP du type de cours concerné;

- sur cette base, le coût moyen de la période au DI est le résultat de la moyenne arithmétique entre le coût des CG, des CT+CA et des PP. Il en est de même pour le DS.

Les services de l'administration calculent le coût annuel moyen de la période dans chacune des 6 catégories décrites plus haut pour le 30 juin de chaque année au plus tard. Ce coût annuel moyen des périodes est utilisé pour les périodes attribuées au cours de l'année scolaire qui suit. ».

§ 2. Dans l'article 15 du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance est ajouté un paragraphe 7 ainsi libellé :

« § 7. Lorsqu'il sera nécessaire de valoriser des périodes professeurs attribuées à des établissements scolaires, la méthode décrite ci-dessous pourra être appliquée.

8 catégories de périodes sont envisagées :

- périodes attribuées au degré inférieur (DI) aux professeurs de cours généraux (CG);
- périodes attribuées au DI aux professeurs de cours techniques et artistiques (CT+CA);
- périodes attribuées au DI aux professeurs de pratique professionnelle (PP);

- périodes attribuées au DI aux accompagnateurs;
- périodes attribuées au degré supérieur (DS) aux professeurs de cours généraux (CG);
- périodes attribuées au DS aux professeurs de cours techniques et artistiques (CT+CA);
- périodes attribuées au DS aux professeurs de pratique professionnelle (PP);
- périodes attribuées au DS aux accompagnateurs.

Pour chacune des catégories, les services de l'administration calculent annuellement un coût moyen de la période selon la méthode suivante :

- pour les différentes catégories de périodes, le coût annuel moyen d'un équivalent temps plein (ETP) est calculé. Le coût annuel moyen d'un ETP est alors divisé par le nombre de périodes associé à un ETP de la catégorie concernée pour donner le coût annuel moyen de la période;

- pour calculer le coût annuel moyen d'un ETP par type de cours, on prend en compte les barèmes pour les membres du personnel engagés à titre définitif et les barèmes pour les membres du personnel engagés à titre temporaire. Ces barèmes sont pris à l'ancienneté moyenne calculée des ETP recensés dans les listings de paiement. Ces barèmes sont multipliés par le nombre d'ETP visés et divisés par le nombre total d'ETP du type de cours concerné. Le total des barèmes ainsi calculés représente le coût annuel moyen d'un ETP du type de cours concerné;

- sur cette base, le coût moyen de la période au DI est le résultat de la moyenne arithmétique entre le coût des CG, des CT+CA et des PP. Il en est de même pour le DS.

Les services de l'administration calculent le coût annuel moyen de la période dans chacune des 6 catégories décrites plus haut pour le 30 juin de chaque année au plus tard. Ce coût annuel moyen des périodes est utilisé pour les périodes attribuées au cours de l'année scolaire qui suit. ».

§ 3. Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé est ajouté un article 98/1 ainsi libellé :

« Article 98/1 — Lorsqu'il sera nécessaire de valoriser des périodes professeurs attribuées à des établissements scolaires, la méthode décrite ci-dessous pourra être appliquée.

3 catégories de périodes sont envisagées :

- périodes attribuées aux professeurs de cours généraux (CG);
- périodes attribuées aux professeurs de cours techniques et artistiques et aux accompagnateurs (CT+CA);
- périodes attribuées aux professeurs de pratique professionnelle (PP).

Pour chacune des catégories, les services de l'administration calculent annuellement un coût moyen de la période selon la méthode suivante :

- pour les différentes catégories de périodes, le coût annuel moyen d'un équivalent temps plein (ETP) est calculé. Le coût annuel moyen d'un ETP est alors divisé par le nombre de périodes associé à un ETP de la catégorie concernée pour donner le coût annuel moyen de la période;

- pour calculer le coût annuel moyen d'un ETP par type de cours, on prend en compte les barèmes pour les membres du personnel engagés à titre définitif et les barèmes pour les membres du personnel engagés à titre temporaire. Ces barèmes sont pris à l'ancienneté moyenne calculée des ETP recensés dans les listings de paiement. Ces barèmes sont multipliés par le nombre d'ETP visés et divisés par le nombre total d'ETP du type de cours concerné. Le total des barèmes ainsi calculés représente le coût annuel moyen d'un ETP du type de cours concerné;

- sur cette base, le coût moyen de la période au DI est le résultat de la moyenne arithmétique entre le coût des CG, des CT+CA et des PP. Il en est de même pour le DS.

Les services de l'administration calculent le coût annuel moyen de la période dans chacune des 6 catégories décrites plus haut pour le 30 juin de chaque année au plus tard. Ce coût annuel moyen des périodes est utilisé pour les périodes attribuées au cours de l'année scolaire qui suit. »

Art. 27. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juin 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mai 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 824-1 – Rapport de commission, n° 824-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 824-3.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 2 mai 2019.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14130]

3 MEI 2019. — Decreet tot wijziging van het decreet van 1 februari 2008 tot regeling van de organisatie en de werking van de instanties belast met de coördinatie en het beheer van de structuurfondsen die de Europese Unie ter beschikking stelt van het alternerend secundair onderwijs, het technisch en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, het gespecialiseerd secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In de titel van het decreet van 1 februari 2008 tot regeling van de organisatie en de werking van de instanties belast met de coördinatie en het beheer van de structuurfondsen die door de Europese Unie ter beschikking worden gesteld van het alternerend secundair onderwijs, het technisch en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, het gespecialiseerd secundair onderwijs, het gespecialiseerd secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs, wordt de zinsnede "alternerend secundair, secundair technisch en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, gespecialiseerd secundair onderwijs" vervangen door "secundair onderwijs".

Art. 2. In hetzelfde decreet wordt artikel 1 vervangen door:

« Artikel 1 – Voor de toepassing van dit decreet moet men verstaan onder:

1° "Secundair onderwijs": het secundair onderwijs georganiseerd door de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, met inbegrip van het alternerend onderwijs georganiseerd door het decreet van 3 juli 1991 houdende de organisatie van het alternerend secundair onderwijs, en alle secundaire scholen voor buitengewoon onderwijs georganiseerd door het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

2° "Secundair kwalificatieonderwijs": het secundair kwalificatieonderwijs georganiseerd door de voornoemde wet van 19 juli 1971, het alternerend secundair onderwijs, georganiseerd door het voornoemde decreet van 3 juli 1991 en het gespecialiseerd secundair onderwijs van type 3 dat wordt georganiseerd door het voornoemde decreet van 3 maart 2004;

3° "Onderwijs voor sociale promotie": onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

4° "Hoger onderwijs": onderwijs georganiseerd door het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

5° "Onderwijsnetten":

- onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;
- door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd officieel onderwijs;
- door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs;

6° "Coördinatie-instanties": de instanties die inzonderheid belast zijn met de contacten met de Europese overheden, de voorbereiding van de programmeringsdocumenten en het onderhouden van permanente contacten met de functionele diensten die belast zijn met het beheer van de projecten;

7° "ESF-agentschap": de coördinatie-administratie die belast is met het beheer van de steun van het Europees Sociaal Fonds (ESF) aan Franstalig België. Het is een autonome administratieve boekhoudkundige dienst die door de Franse Gemeenschap is opgericht krachtens artikel 9 van de op 2 september 1998 gesloten samenwerkingsovereenkomst tussen de regering van de Franse Gemeenschap, de Waalse regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie inzake de coördinatie en het beheer van de door de Europese Commissie toegekende steun op het gebied van het personeelsbeleid en de oprichting van een agentschap van het ESF. »

Art. 3. In hetzelfde decreet worden in artikel 2 de woorden "alternerend, gespecialiseerd secundair onderwijs, technisch en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan" geschrapt.

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt titel II vervangen door: "TITEL II. - Bijzondere bepalingen voor het secundair onderwijs ».

Art. 5. In hetzelfde decreet worden in artikel 3 de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1° worden de woorden "alternerend secundair onderwijs, gespecialiseerd secundair onderwijs en technisch en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan" vervangen door de woorden "secundair onderwijs";

2° in 3° worden de woorden "instellingen voor secundair en technisch beroepssecundair onderwijs, gespecialiseerd secundair onderwijs en de Centra voor alternerend onderwijs en opleiding" vervangen door "instellingen voor secundair onderwijs »;

3° punt 5° wordt vervangen door:

« 5° "Centre de coordination et de gestion des programmes européens — enseignement secondaire (CCGPE-DGEO)": het orgaan dat onder de algemene directie voor leerplichtonderwijs van het ministerie van de Franse Gemeenschap is opgericht om op te treden als tussenpersoon tussen enerzijds de scholen, de inrichtende machten, de organen die de inrichtende machten vertegenwoordigen en coördineren en de verantwoordelijken voor de opleiding van de inrichtende machten, de organisatoren van bijscholingscursussen en, anderzijds de minister en de coördinerende instanties; »;

4° punt 6° wordt vervangen door:

« 6° "Globale actieprojecten": de door het CCGPE-DGEO ingediende projecten die beantwoorden aan de algemene doelstellingen die door de regering zijn goedgekeurd in het kader van de verordeningen en projecten betreffende de door de Europese Commissie toegekende structurele steun; »;

5° punt 7° wordt vervangen door:

« 7° "Specifieke actieprojecten": projecten die door het CCGPE-DGEO worden ingediend in het kader van andere Europese projecten of specifieke subsidiemechanismen van de Europese Unie; »;

6° punt 8° wordt vervangen door:

« 8° "Andere projecten": individuele of collectieve projecten die in het kader van Europese projecten of andere specifieke EU-subsidiemechanismen worden ingediend door scholen, inrichtende machten, vertegenwoordigende en coördinerende instanties of actoren op het gebied van bijscholing in het kader van Europese projecten of andere specifieke EU-subsidieregelingen. ».

Art. 6. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen door: « HOOFDSTUK II — Beheer van de projecten in de Franse Gemeenschap ».

Art. 7. In hetzelfde decreet wordt artikel 4 vervangen door:

« Artikel 4. Binnen de Algemene directie voor leerplichtonderwijs van het ministerie van de Franse Gemeenschap wordt een orgaan "Centre de coordination et de gestion des programmes européens - enseignement secondaire (CCGPE-DGEO)" opgericht en belast met:

1° op te treden als gesprekspartner die door de regering van de Franse Gemeenschap is aangewezen om op te treden als tussenpersoon tussen enerzijds de scholen, de inrichtende machten, de organen die de inrichtende machten en de actoren op het gebied van de bijscholing vertegenwoordigen en coördineren, en anderzijds de minister en de coördinerende overheden met betrekking tot de Europese structuurfondsen of andere specifieke subsidiestelsels van de Europese Unie, de initiatiefprojecten die deze fondsen of andere specifieke subsidiemechanismen van de Europese Unie, de initiatiefprojecten die deze versterken en de verschillende actieprojecten van de Europese Unie, voor acties die inzonderheid tot doel hebben het Europese onderwijsbeleid ten uitvoer te leggen en in het bijzonder de onderwijs- en sociaal-professionele integratie van personen jonger dan 25 jaar, met inbegrip van degenen die al dan niet voltijds onderwijs hebben genoten, innoverende acties ten behoeve van de emancipatie van kansarme groepen uit te voeren, de ontwikkeling van het secundair kwalificatieonderwijs te bevorderen, de Europese mobiliteit van jongeren en leerkrachten in het secundair onderwijs aan te moedigen en te zorgen voor opleiding voor deze verschillende actoren;

2° op eigen initiatief verzoeken om bijstand voor te bereiden, maar ook door het coördineren en bundelen van de voorstellen van scholen, inrichtende machten, organen die de inrichtende machten en de opleiders tijdens hun loopbaan vertegenwoordigen en coördineren, de minister voor te stellen om de Europese middelen voor het secundair onderwijs te verdelen en het aandeel van het publiek te verhogen, zoals voorzien in de Europese wetgeving, en om verzoeken om bijstand in te dienen nadat de minister zijn goedkeuring heeft verleend, zorgen voor de voorfinanciering van goedgekeurde acties, zorgen voor de uitvoering, voortgang, monitoring, prospectieve en retrospectieve evaluatie, controle van niveau 1 van de door het CCGPE-DGEO ingediende voorgenomen uitgaven, zoeken en ontwikkelen van nationale en transnationale partnerschappen, opstellen en indienen van activiteiten- en tussentijdse financiële verslagen en indienen van verzoeken om saldobetalingen na verificatie of de uitgaven subsidieerbaar zijn;

3° te zorgen voor een optimaal gebruik van de Europese subsidies door de kwalitatieve aspecten van de bereikte toegevoegde waarde te versterken met inachtneming van de beginselen van subsidiariteit en complementariteit;

4° Europese projecten bij scholen te promoten;

5° het centraliseren en beheren van de aanvragen voor mobiliteit van studenten en docenten in het kader van het secundair beroepsonderwijs;

6° te zorgen voor coördinatie met het onderwijs voor sociale promotie en het regionale beleid inzake opleiding en werkgelegenheid;

7° bij te dragen tot de ontwikkeling en verbetering van het secundair kwalificatieonderwijs;

8° ervoor te zorgen dat de voorschotten die door de Franse Gemeenschap voor goedgekeurde acties zijn toegekend, worden terugbetaald;

9° de minister voorstellen te doen voor wijzigingen in de regelgeving met betrekking tot de werking van het CCGPE-DGEO en het projectbeheer.

Dit CCGPE-DGEO is een bemiddelende instantie overeenkomstig de verordening van de Europese Commissie tot vaststelling van gemeenschappelijke bepalingen die elke lidstaat de mogelijkheid biedt om bemiddelende instanties op te richten die onder de verantwoordelijkheid van een beheers- of betalingsoverheid optreden en die tot opdracht hebben de levering van de medegefinancierde producten en diensten en de gedeclareerde werkelijke uitgaven te controleren. ».

Art. 8. In hetzelfde decreet wordt artikel 5 vervangen door:

« Artikel 5. § 1. In het kader van de algemene actieprojecten en de specifieke actieprojecten als bedoeld in artikel 3 legt het CCGPE-DGEO alle projecten, met inbegrip van de begrotingsmiddelen, voor aan de minister, die deze goedkeurt. Het CCGPE-DGEO legt alle projecten voor aan de coördinerende instanties of rechtstreeks aan de Commissie, naargelang het geval.

§ 2. Voor Europese studenten- en docentmobilitetsprojecten dient het CCGPE-DGEO aanvragen in bij het agentschap AEF-Europe of een equivalent daarvan. De geselecteerde projecten worden door de minister ter goedkeuring aan de regering voorgelegd. Het CCGPE-DGEO-coördinator is door de regering gemandateerd om de overeenkomsten met het agentschap AEF-Europe te ondertekenen en CCGPE-DGEO organiseert de mobiliteit, in nauwe samenwerking met de onderwijsinstellingen en met het op de hoogte houden van de vertegenwoordigende en coördinerende organen van de inrichtende machten.

§ 3. Indien een verzoek om opportuniteitsadvies over projecten wordt ingediend, wordt dit door de algemene directie van het leerplichtonderwijs (DGEO) verstrekt op verzoek van de administratie die belast is met de coördinatie van het project. ».

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt artikel 6 vervangen door:

« Artikel 6. Wanneer een school deelneemt aan een project dat wordt gefinancierd of medegefinancierd door Europese fondsen waarvan het CCGPE-DGEO niet de initiatiefnemer is, stelt de school het CCGPE-DGEO hiervan in kennis en keurt de minister, na raadpleging van het CCGPE-DGEO, elk verzoek goed om het door de school in het kader van het genoemde project verstrekte publieke aandeel te waarderen. ».

Art. 10. In hetzelfde decreet wordt artikel 7 vervangen door:

« Artikel 7. — § 1. Het CCGPE-DGEO heeft zijn zetel in de gebouwen van de algemene directie van het leerplichtonderwijs (DGEO). Indien nodig kan het echter ook op een andere plaats bijeenkomen.

§ 2. Voor het administratieve en pedagogische beheer en de coördinatie van de projecten wordt gezorgd door een coördinator die belast is met het dagelijks beheer en de uitvoering van de in lid 3 beschreven beslissingen van het beheerscomité en voor de coördinatie van de werkzaamheden van de eventuele ambtenaren, deskundigen en

arbeidscontractanten. Hij is belast met het opzetten en uitvoeren van alle maatregelen die nodig zijn voor de goede werking van het CCGPE-DGEO. Hij is ook belast met het ondertekenen van de verlof- en opleidingsverzoeken van de leden van het CCGPE-DGEO, het ondertekenen van hun schuldverklaringen en alle andere administratieve documenten betreffende hun activiteit binnen het CCGPE-DGEO. Hij wordt gelijkgesteld met een ambtenaar van rang 12.

De coördinator werkt nauw samen met de diensten van de administratie om ervoor te zorgen dat Europese projecten worden geïntegreerd in het algemene beleid van de Franse Gemeenschap.

De coördinator kan:

1° ofwel worden aangeworven onder het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd voltijds onderwijzend personeel of personeel in vaste dienst

2° ofwel aangeworven worden als contractuele van rang 1.

De coördinator wordt aangeworven op basis van een oproep tot het indienen van kandidaturen, die, desgevallend, enkel voor opdrachthouders is gereserveerd.

In het geval van een opdrachthouder, wordt deze laatste door de minister benoemd en met verlof wegens opdracht gesteld in het belang van het onderwijs en ontvangt hij een vergoeding die gelijk is aan het verschil tussen de wedde of de weddesubsidie die overeenkomt met het ambt van directeur van een hogere secundaire school en die hij geniet in zijn ambt. Hij geniet de verlof- en vakantieregeling die eigen is aan het ambt van directeur van een hogere secundaire school. Bij beslissing van de voorzitter of de ondervoorzitter van het beheerscomité kan zijn aanwezigheid tijdens de schoolvakanties echter worden geëist, afhankelijk van de behoeften van de dienst. Hij heeft recht op vergoeding van zijn reis- en verblijfkosten onder de voorwaarden die zijn vastgesteld in de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het ministerie van de Franse Gemeenschap in rang 12. In geval van nood kan de minister zijn administratieve woonplaats vestigen in zijn oorspronkelijke ambt of in zijn woonplaats.

In het geval van een administratief personeelslid wordt de coördinator als deskundige op de schaal van 120/1 aangeworven. De aanwerving vindt plaats volgens de binnen het ministerie geldende procedures.

§ 3. Het CCGPE-DGEO wordt beheerd door een beheerscomité dat als volgt is samengesteld:

1° de afgevaardigde van de minister die verantwoordelijk is voor het secundair onderwijs, die het voorzitterschap waarneemt;

2° de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst voor secundair onderwijs en PMS- centra of zijn afgevaardigde, die ondervoorzitter is;

3° de inspecteur-generaal van de doorstromings- en kwalificatieafdelingen van het secundair onderwijs of zijn afgevaardigde;

4° twee vertegenwoordigers van het gemeenschapsonderwijs en twee vertegenwoordigers van het vrije onderwijs;

5° de directeur van het ESF-agentschap of zijn afgevaardigde;

6° de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst Onderwijs voor sociale promotie, alternerend secundair kunstonderwijs en afstandsonderwijs, of zijn afgevaardigde;

7° een vertegenwoordiger van de minister die verantwoordelijk is voor de coördinatie van de structuurfondsen;

8° een vertegenwoordiger van de minister van Begroting;

9° een vertegenwoordiger van het Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan;

10° de in lid 2 bedoelde administratieve en onderwijscoördinator, vergezeld van een eventuele plaatsvervangend coördinator als bedoeld in artikel 16 en de projectleiders als bedoeld in artikel 16 die bij de agenda van de vergadering zijn betrokken.

§ 4. Er wordt een plaatsvervangend lid aangewezen voor elk van de in § 3, 1° tot 6° bedoelde werkende leden.

§ 5. De leden bedoeld in § 3, 1° tot 4°, hebben stemrecht.

§ 6. De werkende en plaatsvervangende leden bedoeld in § 3, 4°, worden benoemd door de minister op voorstel van de Algemene Raad voor het secundair onderwijs.

§ 7. Wanneer een werkend of plaatsvervangend lid ontslag neemt, het statuut verliest waarvoor hij werd benoemd of wanneer zijn mandaat wordt ingetrokken door de minister of door de Algemene Raad voor het secundair Onderwijs, verliest hij van rechtswege zijn lidmaatschap van het beheerscomité. Een aftredend lid blijft echter zitting houden totdat zijn vervanger wordt benoemd.

§ 8. Externe personen kunnen door de voorzitter op eigen initiatief of op verzoek van een lid van het beheerscomité worden uitgenodigd om met raadgevende stem aan de vergaderingen van het beheerscomité deel te nemen.

§ 9. Bij afwezigheid van de voorzitter, wordt deze vervangen door de ondervoorzitter. ».

Art. 11. In hetzelfde decreet in artikel 8 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Paragraaf 1 wordt vervangen door:

« § 1. Het CCGPE-DGEO komt ten minste drie keer per jaar bijeen. De voorzitter van het beheerscomité roept de leden bijeen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de minister, hetzij op verzoek van ten minste een derde van de stemgerechtigde leden. De oproeping moet ten minste tien kalenderdagen voor de vergadering per e-mail worden verzonden. Een gewoon lid dat verhinderd is een vergadering bij te wonen, stelt de voorzitter daarvan in kennis en nodigt zijn plaatsvervanger uit om aan de vergadering deel te nemen. »;

2° bij paragraaf 2 wordt « artikel 7 » vervangen door « artikel 4 »;

3° paragraaf 5 wordt vervangen door:

« § 5. Er wordt een uitvoerend bureau opgericht, hierna "het bureau" genoemd, dat als volgt is samengesteld:

1° de administratief en pedagogisch coördinator bedoeld in artikel 7, § 2, die het voorzitterschap bekleedt en het ten minste tweemaal per maand bijeenroept, buiten de schoolvakanties;

2° de eventuele plaatsvervangend coördinator als bedoeld in artikel 16;

3° alle in artikel 16 bedoelde projectleiders

De voorzitter en de ondervoorzitter van het beheerscomité kunnen de vergaderingen van het bureau bijwonen.

Dit zijn de opdrachten van het bureau:

1. de agenda voorstellen en de vergaderingen van het beheerscomité voorbereiden;
2. de opdrachten uit te voeren die hem door het beheerscomité zijn toevertrouwd;
3. de beslissingen van het Beheerscomité uitvoeren »;
- 4° paragraaf 6 wordt vervangen door:

« § 6. Het secretariaat van de vergaderingen van het beheerscomité en het bureau wordt verzorgd door een door de coördinator aangewezen personeelslid van de CCGPE-DGEO. »;

5° paragraaf 7 wordt geschrapt.

Art. 12. In hetzelfde decreet wordt artikel 9 vervangen door:

« Artikel 9. - De globale actieprojecten en de specifieke actieprojecten bedoeld in artikel 3 genieten de pedagogische expertise van de Dienst Inspectie van het secundair doorstromings- en kwalificatieonderwijs, die werd opgericht bij het decreet van 9 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst. Deze pedagogische expertise bestaat erin, in overeenstemming met het beginsel van netautonomie, te zorgen voor de samenhang van de door Europese fondsen medegefinancierde acties met de nagestreefde pedagogische doelstellingen en het betrokken publiek. Ze gebeurt op drie ogenblikken:

1° op het begin van elke programmeringsperiode, wanneer het CCGPE-DGEO de pedagogische inhoud van de actieprojecten ontwikkelt;

2° tijdens de programmeringsfase, op vergaderingen van het beheerscomité voor de goedkeuring van specifieke actieprojecten;

3° op het einde van elke programmeringsperiode, tijdens de werkzaamheden van het CCGPE-DGEO om de doeltreffendheid van de uitgevoerde acties te evalueren, inzonderheid ten aanzien van het betrokken publiek. ».

Art. 13. In hetzelfde decreet, in artikel 10, worden de woorden « Coördinatie- en Beheerscentrum » vervangen door « CCGPE-DGEO ».

Art. 14. In hetzelfde decreet, worden aan artikel 11 de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt:

« § 1. De bedragen die door de Europese Commissie op basis van de steunaanvragen worden gereserveerd, worden toegewezen aan projecten goedgekeurd door de regeringen en de beheersoverheid, na aftrek van de bedragen die bij de opstelling van de begroting zijn gereserveerd voor de exploitatiekosten van het CCGPE-DGEO, met inbegrip van de wedden, reis- en verblijfskosten en vergoedingen voor dienststreizen en arbeidscontractanten van het CCGPE-DGEO, met uitzondering van de kosten van controles op het eerste niveau. »;

2° Paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

« § 2. De beschikbare bedragen worden verdeeld overeenkomstig de in de projecten vastgestelde regels, behalve voor de in de paragrafen 3 en 4 bedoelde projecten. Bij de toewijzing wordt rekening gehouden met de beschikbare middelen, de door de begunstigden gevraagde bedragen, de door het beheerscomité vastgestelde kwaliteitscriteria voor de projecten en eventuele andere, eveneens door het beheerscomité vastgestelde specifieke regelingen voor de betrokken projecten. »

3° Er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt:

« § 3. Voor actieprojecten die leiden tot personeelskosten of exploitatiekosten voor rekening van de onderwijsinstellingen, wordt de toewijzing verricht na een oproep tot het indienen van projecten of in verhouding tot het aantal ingeschreven en gecontroleerde reguliere leerlingen op 15 januari van het voorafgaande jaar in de jaren, vormen en sectoren waarop de genoemde projecten betrekking hebben, wanneer het project betrekking heeft op alle instellingen die aan een of meer kenmerken voldoen die bij de aanvang van het project zijn vastgesteld. In geval van een oproep tot het indienen van projecten stelt het beheerscomité de procedures vast voor de oproep tot het indienen en de selectie van de geselecteerde projecten. »;

4° De huidige paragraaf 3 wordt paragraaf 4;

5° Er wordt een paragraaf 5 toegevoegd, luidend als volgt:

« § 5. Bij de acties kunnen partners betrokken zijn die niet deel uitmaken van het secundair onderwijs, inzonderheid organisaties zonder winstoogmerk of stichtingen die actief zijn op onderwijsgebied, overheidsinstanties, psycho-medisch-sociale centra, onderwijsinstellingen voor sociale promotie of hoger onderwijs. De financiering van deze partners, die voor het betrokken project in aanmerking moeten komen, wordt gebaseerd op een door het ESF-agentschap erkende overeenkomst tussen het CCGPE-DGEO en elk van de partners. »;

6° Er wordt een paragraaf 6 toegevoegd, luidend als volgt:

« § 6. Wanneer een examencommissie belast is met de selectie van ESF-projecten, wordt het ESF-agentschap systematisch uitgenodigd om een vertegenwoordiger naar het agentschap te sturen. ».

Art. 15. In hetzelfde decreet, in artikel 13 worden de woorden « Coördinatie- en Beheerscentrum » vervangen door « CCGPE-DGEO ».

Art. 16. In hetzelfde decreet wordt artikel 14 vervangen door:

« Artikel 14. - De werkingskosten die de inrichtende machten, inrichtingen en organen die de inrichtende machten, de organisaties die de inrichtende machten vertegenwoordigen en coördineren, de actoren op het gebied van de bijscholing of andere in artikel 11, lid 5, bedoelde organen voor de uitvoering van de acties hebben gemaakt en die als zodanig ten laste komen van de Europese financiering, worden aan de begunstigden betaald op basis van een verklaring, waarvan de bewijsstukken moeten overeenstemmen met de ontvankelijkheidscriteria die de Europese Commissie heeft opgesteld, en die worden vastgesteld volgens een administratieve procedure die de minister vaststelt. Voorschotten met betrekking tot de exploitatiekosten kunnen aan de begunstigden worden betaald, voor zover de door de Europese Unie toegekende kredieten dit mogelijk maken. ».

Art. 17. In hetzelfde decreet wordt artikel 15 vervangen door:

« Artikel 15. - De opdrachthouders en de arbeidscontractanten die belast zijn met de verschillende opdrachten die aan het CCGPE-DGEO zijn toegewezen, worden aangeworven op basis van een oproep tot het indienen van kandidaturen. De oproep kan, in voorkomend geval, worden beperkt tot opdrachthouders.

In het geval van een administratief personeelslid wordt hij aangeworven volgens de binnen het ministerie geldende procedures. De administratieve zetel is de zetel van het coördinatie- en beheercentrum.

In het geval van een opdrachthouder wordt hij benoemd door de minister. Hij wordt gedetacheerd in het belang van het onderwijs. Zo blijft hij de verlof- en vakantieregeling genieten die eigen is aan zijn oorspronkelijke ambt. De opdrachthouder kan echter, afhankelijk van de behoeften van de dienst, tijdens de schoolvakanties door de coördinator worden gevraagd om aanwezig te zijn. Hij heeft recht op vergoeding van zijn reis- en verblijfskosten onder de voorwaarden die zijn vastgesteld in de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het ministerie van de Franse Gemeenschap. Uitsluitend voor dit doel wordt hij gelijkgesteld met een ambtenaar in de rang 12. Indien nodig kan de minister zijn administratieve woonplaats vestigen in zijn oorspronkelijke ambt of in zijn woonplaats. ».

Art. 18. In hetzelfde decreet wordt artikel 16 vervangen door:

« Artikel 16. – § 1. De coördinator stelt onder de opdrachthouders en de contractuele personeelsleden de beheerteams voor de door het CCGPE-DGEO uitgevoerde actieprojecten in. Hij belast elk van hen met pedagogische (inzonderheid animatie, coördinatie, communicatie, enz.) en/of administratieve opdrachten (namelijk met inbegrip van de berekening van de bijdragen, de vaststelling van het Belgische openbaar aandeel, de controle van de uitgaven en de acties, de vaststelling van toezichtindicatoren, het opstellen van verslagen, enz.). De coördinator wijst uit dit team een projectleider aan, indien hij dit nodig acht. De projectleiders zijn belast met het dagelijks beheer en de coördinatie van de activiteiten van het team, in samenwerking met de coördinator. Zij rapporteren rechtstreeks aan de coördinator en maken deel uit van het uitvoerend bureau.

§ 2 De coördinator wijst ook personen aan die belast zijn met de transversale administratieve werkzaamheden voor het secretariaat, de boekhouding of andere opdrachten in dienst van de CCGPE-DGEO.

§ 3. De coördinator informeert het beheerscomité over de opdrachten die aan de verschillende personeelsleden zijn toegewezen.

§ 4. Afhankelijk van de beschikbare budgetten en het aantal te coördineren projecten kan de minister, na raadpleging van het beheerscomité, een adjunct-coördinator aanwijzen uit het personeel van het CCGPE-DGEO om de coördinator bij te staan bij de uitvoering van zijn opdrachten. ».

Art. 19. In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de woorden « of zijn afgevaardigde » gevoegd tussen de woorden « wetenschappelijk onderzoek » en « wordt aangewezen ».

Art. 20. In artikel 26 van hetzelfde decreet worden de woorden "beschikken over" vervangen door de woorden "beschikken over ten minste" ».

Art. 21. In hetzelfde decreet wordt artikel 33 vervangen door:

« Artikel 33. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder:

1° "de minister": de bevoegde minister van de Franse Gemeenschap voor hoger onderwijs;

2° "specifieke actieprojecten": individuele of collectieve projecten die door instellingen voor hoger onderwijs worden ingediend. ».

Art. 22. In hetzelfde decreet wordt artikel 34 vervangen door:

« Article 34. Er wordt een "Centrum voor de coördinatie en het beheer van de structuurfondsen voor het hoger onderwijs" opgericht binnen de Algemene directie voor niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek van het ministerie van de Franse Gemeenschap, in deze titel het "Coördinatie- en Beheerscentrum" genoemd.

Dit Coördinatie- en Beheerscentrum is een bemiddelende instantie in overeenstemming met de verordening van de Europese Commissie tot vaststelling van gemeenschappelijke bepalingen die elke lidstaat de mogelijkheid biedt om bemiddelende instanties op te richten die onder de verantwoordelijkheid van een beheers- of betalingsoverheid optreden en die tot opdracht hebben de levering van de medegefinancierde producten en diensten en de daadwerkelijk gedeclareerde uitgaven te controleren. ».

Art. 23. In hetzelfde decreet wordt artikel 35 vervangen door:

« Article 35. De door de instellingen voor hoger onderwijs ingediende specifieke actieprojecten en een opportuniteitsadvies van de Algemene directie voor niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek (DGENORS) met betrekking tot deze projecten worden door het Coördinatie- en Beheerscentrum ter goedkeuring aan de minister voorgelegd, met inbegrip van de begrotingsmiddelen. ».

Art. 24. In hetzelfde decreet wordt artikel 37 vervangen door:

« Artikel 37. § 1. Het Coördinatie- en Beheerscentrum heeft zijn administratieve zetel in de gebouwen van de Algemene directie voor niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek. Het kan, indien nodig, buiten zijn hoofdkwartier vergaderen.

§ 2. De Raad van het Coördinatie- en Beheerscentrum is als volgt samengesteld:

1° een vertegenwoordiger van de minister die het voorzitterschap bekleedt;

2° een vertegenwoordiger van de Algemene directie voor niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, die ondervoorzitter van de Commissie is;

3° vertegenwoordigers van instellingen voor hoger onderwijs, waaronder:

a) drie vertegenwoordigers van de instellingen voor hoger onderwijs die door de Academie voor onderzoek en hoger onderwijs (ARES) zijn voorgesteld;

b) een vertegenwoordiger van de studenten die gezamenlijk door de representatieve studentenorganisaties op gemeenschapsniveau wordt voorgesteld;

4° de beheerder van ARES of zijn afgevaardigde.

Met raadgevende stem,

1° een vertegenwoordiger van het ESF-agentschap;

2° een vertegenwoordiger van de minister van Begroting;

3° een vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor de Europese structuurfondsen;

4° een vertegenwoordiger per in de ARES vertegenwoordigde vakbondsorganisatie;

5° de in punt 26 bedoelde opdrachthouders;

6° de administratieve en pedagogische coördinator als bedoeld in punt 25.

Een plaatsvervangend lid wordt benoemd voor elk van de gewone leden bedoeld in het eerste lid, 1° tot en met 4°.

De leden bedoeld in het eerste lid, 1° tot 4°, hebben stemrecht.

Externe personen kunnen door de voorzitter op eigen initiatief of op verzoek van een lid van de Raad van het Coördinatie- en Beheercentrum worden uitgenodigd om met raadgevende stem als deskundige deel te nemen aan de vergaderingen van de Raad van het Coördinatie- en Beheercentrum.

In geval van afwezigheid wordt de voorzitter vervangen door de ondervoorzitter. De werkende en plaatsvervangende leden, bedoeld in het eerste lid, 1°, 2° en 3° worden benoemd door de Minister. De werkende en plaatsvervangende leden bedoeld in lid 1, 3°, a), worden door ARES aan de minister voorgesteld.

Wanneer een werkend of plaatsvervangend lid ontslag neemt of de hoedanigheid verliest waarvoor hij is benoemd, kan hij verder zitting hebben totdat zijn vervanger is benoemd.

Wanneer het mandaat van een werkend lid of plaatsvervangend lid door de gemachtigde en het coördinatieorgaan wordt ingetrokken, houdt hij van rechtswege op zitting te hebben bij het Coördinatie- en Beheerscentrum.

§ 3. Er wordt een uitvoerend bureau ingesteld, bestaande uit de in hoofdstuk III van deze titel bedoelde personen. ».

Art. 25. In hetzelfde decreet wordt in artikel 38 het woord « globale » vervangen door het woord « specifieke ».

Art. 26. § 1. In het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt een artikel 16^{quater} toegevoegd, dat als volgt luidt:

« Artikel 16 quater. - Wanneer het nodig zal zijn om de aan de scholen toegewezen lestijden-leraar te laten gelden, kan de hieronder beschreven methode worden toegepast.

Er worden 6 categorieën van lestijden in aanmerking genomen:

- lestijden die aan de lagere graad zijn toegewezen (LG) aan leraren van algemene vakken (AV);
- lestijden die aan de lagere graad zijn toegewezen aan leraren van technische en kunstvakken (TV + KV);
- lestijden die aan de lagere graad zijn toegewezen aan leraren van beroepspraktijk (BP);
- lestijden die aan de hogere graad zijn toegewezen (HG) aan leraren van algemene vakken (AV);
- lestijden die aan de hogere graad zijn toegewezen aan leraren van technische en kunstvakken (TV en KV);
- lestijden die aan de hogere graad zijn toegewezen aan leraren van beroepspraktijk (BP).

Voor elke categorie berekenen de administratieve diensten jaarlijks een gemiddelde kostprijs voor de lestijd door toepassing van de volgende methode:

- voor de verschillende categorieën van lestijden worden de gemiddelde jaarlijkse kosten van een voltijds equivalent (VTE) berekend. De gemiddelde jaarlijkse kosten van een VTE worden vervolgens gedeeld door het aantal lestijden dat aan een VTE van de betrokken categorie is verbonden om de gemiddelde jaarlijkse kosten van de lestijd te berekenen;

- voor de berekening van de gemiddelde jaarlijkse kosten van één VTE per type cursus wordt rekening gehouden met de barema's voor vaste personeelsleden en de barema's voor tijdelijke personeelsleden. Deze barema's zijn gebaseerd op de gemiddelde anciënniteit berekend voor de VTE's die in de betalingslijsten worden opgenomen. Deze barema's worden vermenigvuldigd met het aantal bedoelde VTE's en gedeeld door het totale aantal VTE's voor het betrokken type vak. Het totaal van de aldus berekende barema's komt overeen met de gemiddelde jaarlijkse kosten van één VTE van het type vak in kwestie;

- op deze basis is de gemiddelde kostprijs van de LG-lestijd het resultaat van het rekenkundig gemiddelde tussen de kosten van de AV, TV+KV en BP. Hetzelfde geldt voor de HG.

De administratieve diensten berekenen de gemiddelde jaarlijkse kosten voor de lestijd in elk van de zes hierboven beschreven categorieën uiterlijk op 30 juni van elk jaar. Deze gemiddelde jaarlijkse kosten van de lestijden worden gebruikt voor de lestijden die in het volgende schooljaar worden toegekend. ».

§ 2. In artikel 15 van het decreet van 3 juli 1991 betreffende de organisatie van het alternerend secundair onderwijs wordt een paragraaf 7 toegevoegd, die als volgt luidt:

« § 7. Wanneer het nodig is om de aan de scholen toegewezen lestijden voor leerkrachten te laten gelden, kan de hieronder beschreven methode worden toegepast.

8 categorieën van lestijden zijn voorzien:

- lestijden die aan de lagere graad zijn toegewezen (LG) aan leraren van algemene vakken (AV);
- lestijden die aan de lagere graad zijn toegewezen (LG) aan leraren van de technische en kunstvakken (TV+KV);
- lestijden die aan de lagere graad zijn toegewezen (LG) aan leraren van beroepspraktijk (BP);
- lestijden die aan de lagere graad zijn toegewezen (LG) aan begeleiders;
- lestijden die aan de hogere graad zijn toegewezen (HG) aan leraren van algemene vakken (AV);
- lestijden die aan de hogere graad zijn toegewezen (HG) aan leraren van technische en kunstvakken (TV+KV);
- lestijden die aan de hogere graad zijn toegewezen (HG) aan leraren van beroepspraktijk (BP);
- lestijden die aan de hogere graad zijn toegewezen (HG) aan begeleiders.

Voor elke categorie berekenen de administratieve diensten jaarlijks een gemiddelde kostprijs voor de lestijd door toepassing van de volgende methode:

- voor de verschillende categorieën van lestijden worden de gemiddelde jaarlijkse kosten van een voltijds equivalent (VTE) berekend. De gemiddelde jaarlijkse kosten van een VTE worden vervolgens gedeeld door het aantal lestijden dat aan een VTE van de betrokken categorie is verbonden om de gemiddelde jaarlijkse kosten van de lestijd te berekenen;

- voor de berekening van de gemiddelde jaarlijkse kosten van één VTE per type vak wordt rekening gehouden met de barema's voor vaste personeelsleden en de barema's voor tijdelijke personeelsleden. Deze barema's zijn gebaseerd op de gemiddelde anciënniteit berekend voor de VTE's die in de betalingslijsten worden opgenomen. Deze barema's

worden vermenigvuldigd met het aantal bedoelde VTE's en gedeeld door het totale aantal VTE's voor het betrokken type vak. Het totaal van de aldus berekende barema's komt overeen met de gemiddelde jaarlijkse kosten van één VTE van het type vak in kwestie;

- op deze basis is de gemiddelde kostprijs van de LG-lestijd het resultaat van het rekenkundig gemiddelde tussen de kosten van de AV, TV+KV en BP. Hetzelfde geldt voor de HG.

De administratieve diensten berekenen de gemiddelde jaarlijkse kosten voor de lestijd in elk van de zes hierboven beschreven categorieën uiterlijk op 30 juni van elk jaar. Deze gemiddelde jaarlijkse kosten van de lestijden worden gebruikt voor de lestijden die in het volgende schooljaar worden toegekend. ».

§ 3. In het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt een artikel 98/1 toegevoegd, dat als volgt luidt:

« Artikel 98/1 — Wanneer het nodig is om de aan de scholen toegewezen lestijden-leraar te laten gelden, kan de hieronder beschreven methode worden toegepast.

Er worden 3 categorieën van lestijden in aanmerking genomen:

- lestijden die zijn toegewezen aan leraren van algemene vakken (AV);
- lestijden die worden toegewezen aan leraren en begeleiders van technische en kunstvakken (TV+KV);
- lestijden die zijn toegewezen aan leraren van beroepspraktijk (BP).

Voor elke categorie berekenen de administratieve diensten jaarlijks een gemiddelde kostprijs voor de lestijden door toepassing van de volgende methode:

- voor de verschillende categorieën van lestijden wordt de gemiddelde jaarlijkse kosten van een voltijds equivalent (VTE) berekend. De gemiddelde jaarlijkse kosten van een VTE worden vervolgens gedeeld door het aantal lestijden dat aan een VTE van de betrokken categorie is verbonden om de gemiddelde jaarlijkse kosten van de lestijd te berekenen;

- voor de berekening van de gemiddelde jaarlijkse kosten van één VTE per type vak wordt rekening gehouden met de barema's voor vaste personeelsleden en de barema's voor tijdelijke personeelsleden. Deze barema's zijn gebaseerd op de gemiddelde anciënniteit berekend voor de VTE's die in de betalingslijsten zijn opgenomen. Deze barema's worden vermenigvuldigd met het aantal beoogde VTE's en gedeeld door het totale aantal VTE's voor het betrokken type vak. Het totaal van de aldus berekende barema's komt overeen met de gemiddelde jaarlijkse kosten van één VTE van het type vak in kwestie;

- op deze basis is de gemiddelde kostprijs van de LG-lestijd het resultaat van het rekenkundig gemiddelde tussen de kosten van de AV, TV+KV en BP. Hetzelfde geldt voor de HG.

De administratieve diensten berekenen de gemiddelde jaarlijkse kosten voor de lestijd in elk van de zes hierboven beschreven categorieën uiterlijk op 30 juni van elk jaar. Deze gemiddelde jaarlijkse kosten van de lestijden worden gebruikt voor de lestijden die in het volgende schooljaar worden toegekend. »

Art. 27. Dit decreet treedt in werking op 1 juni 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 mei 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, n° 824-1 – Commissieverslag n° 824-2. – Tekst aangenomen in plenaire zitting, n° 824-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. Vergadering van 2 mei 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14101]

**2 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à l'agrément et au subventionnement de services spécifiques de soutien à la parentalité**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, notamment l'article 3;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance donné le 25 avril 2018;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2018;